

La Presse

I . La Presse. 1837-01-21.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.



PRESSE ÉTRANGÈRE.

PRESSE ALLEMANDE.

TURQUIE. — Smyrne, 18 décembre. — Le brick français le *Bouguiville* est arrivé d'Athènes en trois jours. L'amiral autrichien Dandolo avait également abordé ici pour attendre le roi; mais on ne connaît point encore l'époque de son arrivée. On regarde comme prochaine la conclusion d'un traité de commerce entre la France et la Grèce. On est déjà d'accord avec le comte d'Armanberg sur les bases de cette négociation. (Mercur de Smyrne.)

DE LA FRONTIÈRE DE SERBIE. 6 janvier. — L'intensité de la peste a diminué, suivant des lettres de Belgrade du 28 décembre, et l'état sanitaire de la Serbie avait éprouvé une amélioration marquée. Le prince Milosch se trouvait toujours à Belgrade. Lord Ponsomby avait annoncé à la Porte ottomane l'arrivée prochaine d'un consul anglais accrédité auprès du prince Milosch, et l'agent du prince s'était empressé de l'insérer de cette nouvelle. Les nouvelles de Bosnie sont très satisfaisantes. Tout dans cette province rentre dans l'ordre accoutumé. (Id.)

DE LA FRONTIÈRE DE MOLDAVIE. 5 janvier. — On écrit de Jassy que le prince se propose de donner, des fêtes brillantes à l'occasion du carnaval. La fête de l'empereur Nicolas a été célébrée solennellement à Jassy et à Bucharest. On dit que les deux princes ont accordé une foule de grâces et de promotions, et n'ont pas oublié les pauvres. (Id.)

PRUSSE. — Berlin, 7 janvier. — On annonce positivement que les 6,000 Russes qui étaient attendus ici pour les manœuvres du printemps n'arriveront pas. On indique comme cause de cette détermination les frais considérables qu'aurait entraînés le mouvement de troupes. Peut-être aussi le souvenir de l'infirmité marquée des soldats russes comparés aux troupes françaises à Kolish aura-t-il contribué à faire abandonner ce projet. Néanmoins, nos manœuvres du printemps auront lieu sur une très large échelle, et dans quatre semaines il sera établi un camp dans lequel la landwehr sera peut-être appelée. Une nouvelle loi sur les associations politiques sera présentée au conseil d'état. (Mercur de Francfort.)

PRESSE ANGLAISE.

GRANDE-BRETAGNE. — Londres, 18 janvier. — On a parlé encore aujourd'hui à la bourse et dans la cité des projets de transaction entre les gouvernements d'Espagne et d'Angleterre relativement à l'île de Cuba; nous n'avons pu remonter à la source; mais les propagateurs de cette nouvelle ont obtenu l'effet désiré. Cette rumeur a stimulé les capitalistes. (Morning Herald.)

— Les opérations sur les fonds anglais s'améliorent positivement, par la raison même que les inquiétudes qui se sont fait remarquer récemment ont atteint principalement les spéculateurs. Si d'un côté la baisse accidentelle qui a eu lieu engage certaines personnes à acheter, de l'autre, l'augmentation dans les revenus publics accroît les ressources dans les revenus du pays. Il y a nécessité de prendre une mesure quelconque au sujet des bons de l'échiquier; car tant qu'il existera une masse si considérable de fonds non consolidés, tant que l'on pourra craindre ou même soupçonner le plus légèrement l'insécurité de la part de la banque d'Angleterre de vendre des bons de l'échiquier, ce qui les fait nécessairement baisser, la place sera toujours exposée à une perturbation fâcheuse. (Globe.)

— Le paquebot la *Virginie*, arrivé à Liverpool, nous a apporté les journaux de New-York jusqu'à la date du 25, et ceux de plusieurs points des États-Unis, en regard à leur distance. Les lettres de commerce sont plus rassurantes que celles qui ont été reçues par les derniers paquebots; elles s'accordent surtout, en ce qui concerne les intérêts des affaires d'Amérique, à faire espérer que des remises plus avantageuses pourront être envoyées en Angleterre, à raison de la baisse aussi inattendue que rapide dans le change sur Londres. Il paraît que la hausse récente à la bourse de New-York de 103 à 110 a fait abonder dans cette place une grande quantité de valeurs de la partie du sud et de l'ouest de l'Union, au point qu'au départ du paquebot on négociait ces mêmes valeurs à 105 1/2. Cet état de choses doit faire renouer à l'espoir de retirer les métaux précieux des États-Unis dans quelque proportion que ce soit.

— Les consolidés étaient en hausse ce matin. Les spéculateurs se procurent difficilement les fonds qu'ils demandent. Les nouvelles reçues ce matin des États-Unis augmentent encore la gêne du moment, et l'on croit que la banque sera forcée de restreindre la circulation de ses valeurs dans le plus bref délai. (True Sun.)

FRANCE.

PARIS, 20 JANVIER.

Une majorité de 85 voix a voté ce matin l'adresse qui a été présentée ce soir au roi; la nouvelle de l'acquiescement des complices de Louis Napoléon, par le jury de Strasbourg, s'étant répandue au commencement de la séance, M. Leyraud a essayé de ranimer la discussion à laquelle ce complot avait donné lieu la veille.

Cet acquiescement politique plutôt que judiciaire a paru faire sur la chambre une profonde impression et lui causer une vive inquiétude sur l'avenir de la discipline militaire; nous ne partagerions pas les craintes que nous avons entendu exprimer à ce sujet sur l'armée, si son organisation moins imparfaite ne renfermait pas les plus graves abus; si les lois, ordonnances et règlements qui la régissent, étaient dans leur application l'objet d'infractions moins fréquentes. La première condition du maintien rigoureux d'une discipline sévère dans l'armée, c'est de la part des chefs qui la commandent, l'équité la plus stricte, le respect le plus absolu pour le droit et la loi, une probité étincelante, une supériorité réelle, puisée dans l'étude constante et approfondie de l'art de former des hommes, et de les rendre à la fois chaque jour physiquement plus forts, plus agiles et plus infatigables, et moralement plus intelligents, plus intrépides et plus soumis.

Ces qualités indispensables à son chef, l'armée les a-t-elle toujours trouvées réunies dans la personne des ministres auxquels étaient confiés ses intérêts? Ses droits légitimes ont-ils toujours été scrupuleusement respectés? Ses besoins moraux et matériels, à l'heure qu'il est, sont-ils prévus, sont-ils compris? S'en occupera-t-on, ainsi qu'il conviendrait de le faire? Les hommes les plus capables de remplir cette tâche difficile, n'ont-ils pas été éloignés légèrement, injustement par les motifs même qui honoraient leur caractère et les devaient faire distinguer?

Voilà ce qu'il importe de rechercher et de savoir dans l'intérêt du maintien de la discipline militaire et de la conservation de l'ordre; l'effet produit par le verdict du jury de Strasbourg, quelque fâcheux qu'il puisse être, ne le sera jamais autant que le plus léger retard apporté dans l'accomplissement de ce devoir impérieux dont il nous paraît que le gouvernement ne se préoccupe pas assez.

L'organisation et la législation militaires soulèvent de si graves questions qu'on paraît craindre de les aborder. L'armée, cependant, compte des hommes en état de les résoudre; qu'on les sache donc choisir!

L'arrêt du jury de Strasbourg renferme une grande leçon: il montre, encore une fois, que multiplier les lois, que les mutiler, n'est pas le plus sûr moyen de donner à la société les garanties d'ordre et de stabilité qu'elle réclame; cette façon empirique et impuissante de traiter le mal qui lui dévore le sein, veut un terme et l'emploi d'un autre mode. On demande trop aux lois, on ne demande pas assez aux mœurs; on ne va pas au fond des questions qu'on soulève; tout est superficiel; rien n'est radical; on s'égare dans de fausses idées de réformes politiques impuissantes, au lieu de chercher à se frayer la voie nouvelle que pressentent tous les esprits justes et élevés.

Sous peu de jours, M. le garde-des-sceaux déposera un projet de

loi ayant pour effet la disjonction, lorsque dans la même affaire on se trouverait impliqués des militaires soumis à la juridiction militaire, seront en même temps compromis de simples citoyens; jamais en aucun cas ces derniers ne seront distraits de leurs juges naturels, ni soustraits à l'action exclusive des tribunaux civils, sauf les cas réservés à la juridiction de la chambre des pairs.

Préparé depuis plus de trois mois par M. le garde-des-sceaux au su d'un grand nombre de députés, ce projet de loi, dont on s'entretenait beaucoup dans la chambre, n'y rencontrait pas d'objections sérieuses; la seule qu'on y fit généralement était qu'il se pourrait que pour le même crime les prévenus soumis à la juridiction civile fussent acquittés, et que leurs complices soumis à la juridiction militaire fussent condamnés; à cela on répondait que cette anomalie judiciaire avait souvent lieu au sein même des cours d'assises, particulièrement dans les affaires où il se trouvait des contumaces.

Sans nul doute le projet de loi conçu par M. le garde-des-sceaux sera la réparation utile d'une inconséquence légale et devra être appuyé; mais encore une fois nous le répétons, punir n'est pas guérir; réprimer le mal n'est pas le prévenir.

HISTOIRE ET ORGANISATION DES CLASSES OUVRIÈRES (1).

Nous l'avons déjà montré; le prolétariat, en général, et les quatre spécialités qu'il comprend, procèdent de l'émancipation des esclaves. Avant que les esclaves fussent émancipés, il n'y avait ni ouvriers mercenaires, ni mendiants, ni voleurs, ni prostituées; il y avait deux classes d'hommes, les maîtres et les serviteurs; les maîtres, qui donnaient aux serviteurs la protection, la vie et l'entretien; les serviteurs, qui donnaient aux maîtres la soumission, le travail et le dévouement. Tels ont été tous les peuples civilisés dès les commencements de leur histoire; tels sont encore à cette heure la plupart des peuples de l'Orient. Nous avons commencé comme eux; ils finiront comme nous.

Il ne serait pas aisé de dire avec quelque précision, à quelle époque a commencé parmi les peuples occidentaux l'émancipation des esclaves, c'est-à-dire à quelle époque ont paru les premiers prolétaires. Les livres de Moïse et d'Homère renferment les traditions écrites les plus anciennes de l'Europe, de l'Asie-Mineure et de l'Afrique; or, on trouve mentionnés, dans le *Lévitique*, de nombreux mercenaires, et dans l'*Odyssée*, tout à la fois des mercenaires et des mendiants, ce qui est le signe infailible qui trahit des émancipations antérieures. D'un autre côté, Plutarque cite, dans la vie de Thésée, des vers d'Hésiode tirés du poème des *Travaux et des Jours*, où il est également question de mercenaires; ces vers ne se trouvent pas, il est vrai, dans les œuvres d'Hésiode, telles qu'elles nous sont parvenues; mais, en revanche, on trouve des mendiants cités au livre deuxième du même poème; ce qui établit une complète compensation. En résumé, la période d'esclavage pur, en Occident, doit remonter de plus de dix siècles avant l'ère chrétienne, puisque les ouvriers et les mendiants, qui forment la moitié du prolétariat, font leur apparition dans les livres de Moïse, d'Homère et d'Hésiode.

Il faut noter deux faits d'une grande importance relativement à l'émancipation des esclaves, et par conséquent relativement à la formation du prolétariat, dans l'histoire de l'antiquité. Le premier, c'est qu'il n'y a pas d'exemple, avant l'ère chrétienne, d'émancipations systématiques opérées en masse par les anciens, au nom de quelque système philosophique ou philanthropique, et que toutes les émancipations s'y faisaient d'une manière accidentelle, et individuellement. On peut même dire que les philosophes païens, sans exception, étaient unanimes pour considérer l'esclavage comme un élément légitime et normal de la société, depuis Aristote, qui appelle les enfants « les instruments animés de leurs pères; » jusqu'à Platon qui cite dans son *Traité des lois* deux vers d'Homère, du dix-septième livre de l'*Odyssée*, dans lesquels il est dit que « les esclaves n'ont que la moitié de l'âme humaine. » Il n'y a peut-être qu'une exception à cette unanimité des philosophes anciens sur la légitimité de l'esclavage; et encore cette exception est-elle tirée de l'histoire des Juifs, qui possédaient dans la loi et dans les prophètes le germe et le rudiment de l'évangile. Flavius Joseph raconte au livre treizième de son *Histoire ancienne des Juifs*, qu'il y avait dans sa nation trois grandes sectes philosophiques en dehors des textes précis de la loi, les pharisiens, les saducéens et les esséniens, et il donne de grands détails sur cette dernière secte au dix-huitième livre, où il dit que les esséniens avaient la communauté des biens, qu'ils travaillaient tous par eux-mêmes, et qu'ils n'avaient pas de serviteurs, parce qu'ils considéraient les hommes comme étant naturellement égaux; mais les esséniens n'étaient dans l'antiquité qu'une petite secte obscure, formant à peu près quatre mille adeptes vers la fin du règne d'Auguste, c'est-à-dire à l'époque où le christianisme allait éclore; et encore compromettaient-ils le dogme de l'égalité humaine par d'autres dogmes qui devaient lui porter un grand coup dans l'opinion des Juifs; par exemple par le dogme du célibat.

Nous ne rapportons les principales opinions des philosophes anciens sur l'esclavage, que pour expliquer comment l'opinion publique n'ayant jamais été passionnée par un enseignement ou une doctrine quelconque en faveur des esclaves, il n'y a jamais eu dans l'antiquité des émancipations systématiques opérées en masse. Nous ne voulons pas donner le nom d'émancipation systématique à des enrôlements d'esclaves, faits dans l'empire romain à l'époque des troubles civils. Auguste affranchit vingt mille esclaves dans la guerre de Sicile contre Sextus Pompée; et Marius, durant ses luttes avec Sylla, avait tenté inutilement de soulever les esclaves par l'appât de la liberté; il n'y en eut que trois qui le suivirent. En général, les prolétaires de l'antiquité provenaient donc d'émancipations lentes et individuelles; ils sortaient un à un de l'esclavage, selon que les maîtres récompensaient leur fidélité, ou selon qu'ils se rachetaient eux-mêmes.

Le second fait dont nous avons parlé, et qui est une conséquence du premier, consiste en ce qu'il ne s'est jamais présenté dans l'antiquité des crises dans la classe ouvrière comme dans nos grandes villes de manufactures, ou des encombrements de pauvres, comme en de certaines localités de France à l'approche de l'hiver, et comme en Irlande en toute saison. Il se conçoit sans peine que les émancipations individuelles ne versant en quelque sorte les prolétaires que goutte à goutte, le sol de l'ancienne société avait le temps de les absorber avant d'en être inondé et ravagé. La population ouvrière libre était fort peu nombreuse avant l'ère chrétienne; et les trente-cinq corps de métiers qui sont énumérés dans la loi de Constantin de l'année 357, contenue au livre 13 du code de Théodose, faisaient exécuter leurs travaux par des esclaves.

Le nombre des prolétaires était donc fort restreint avant l'ère vul-

(1) Voir la Presse des 7 et 14 décembre 1856.

gaire, et même pendant les trois siècles qui la suivirent, à cause de la très petite masse d'affranchis que les émancipations individuelles avaient jetés dans la société. D'abord, en ce qui touche les ouvriers, ils étaient, comme nous avons dit, presque tous esclaves. Le fisc ou, comme nous dirions, le Domaine, possédait des esclaves de toutes les professions, par lesquels il faisait exécuter les travaux publics; des entrepreneurs faisaient même de grosses fortunes par le louage journalier des ouvriers, et les jurandes elles-mêmes faisaient tourner au profit d'un petit nombre les privilèges qu'elles obtenaient, et avaient pour point d'appui des ateliers remplis d'ouvriers esclaves.

Pour ce qui est des mendiants, ils étaient fort rares, si rares, qu'il n'y a pas d'exemple, dans toute l'antiquité, d'une ville qui ait fondé un hôpital pour nourrir les pauvres ou pour guérir les malades dans le besoin. Une constitution de l'empereur Justinien, de l'année 530, rapportée au livre premier du code, est un document bien précieux sur ce point, en ce qu'elle fait l'énumération de toutes les dépenses publiques à la charge des municipalités, et qu'elle ne fait pas la plus petite mention d'un hôpital ou d'un refuge quelconque, soit pour les mendiants, soit pour les infirmes, soit pour les ouvriers blessés ou malades. Il ne faut pas perdre de vue que dans l'organisation de l'ancienne société, tout propriétaire d'esclaves avait chez lui soit une infirmerie pour les soigner, soit une prison pour les punir; or, comme l'émancipation ne brisait pas tout lien entre l'esclave et le maître, et que celui-ci avait encore un droit sur la succession du patroné, de même le patroné pouvait dans l'occasion avoir recours à la munificence de l'ancien maître, et l'implorer avec certitude, soit dans un cas de maladie, soit dans un cas de dénuement. Tout ce qu'il pouvait y avoir de mendiants ou d'ouvriers infirmes, dans l'ancienne société, provenant nécessairement d'esclaves émancipés, revenait donc à la charge des particuliers, et ne nécessitait pas le système de prévoyance publique des sociétés modernes, dont nous allons tout-à-l'heure indiquer la formation. On trouve que les prisons domestiques sont abolies dans l'empire d'Orient par une constitution de Théodose et d'Arcadius de l'année 388, et dans l'empire d'Occident par une loi de Justinien de l'année 529, ce qui autorise à croire que les infirmeries domestiques ont pu avoir la même durée.

Les voleurs étaient également fort rares dans l'ancienne société, sur quoi il faut distinguer: les voleurs de grands chemins, les voleurs de caverne, les bandits, les hommes commandant des troupes plus ou moins nombreuses et tenant la campagne, étaient fort nombreux, de même que les corsaires et les écumeurs de mer; mais la profession de bandit et de corsaire, qui exigeait de l'adresse, du courage et une certaine fortune, n'a jamais passé pour infâme parmi les peuples anciens, bien au contraire, quoiqu'au reste elles se recrutassent parmi les esclaves évadés et aventuriers de toutes les parties de l'Europe; mais les voleurs des villes, les filoux, les chevaliers d'industrie, la *faute* et la *basse pègre*, pour employer l'ignoble vocabulaire de la police de sûreté, les crocheteurs de serrures, les tireurs de montres, les faiseurs de mouchoirs, enfin tous ces lâches escrocs qui se cachent dans nos cités, au lieu de s'armer comme ces braves bandits qui attendaient de pied ferme une armée romaine commandée par Pompée.

Les filles publiques, qui sont le quatrième et le plus bas degré du prolétariat, n'avaient pas non plus dans la société ancienne l'effroyable développement qu'elles ont pris dans les sociétés modernes. On le conçoit facilement, quand on songe que toute femme esclave pouvait être concubine, et que les passions du maître avaient abondamment au tour de lui de quoi se satisfaire. Du reste, il se voit dans les comédies de Plaute et de Térence que les mauvais lieux étaient tenus par des marchands d'esclaves, ce qui montre à quel point devait être borné le nombre des prostituées libres; il y en avait néanmoins, mais c'étaient de belles affranchies, c'était la Lesbie de Catulle, c'était la Falsia de Cicéron, c'était la Dédie de Tibulle, c'était la Corinne, la Lydie, la Chloé d'Horace, les unes et les autres sorte de *Marion de l'Orme* de leur temps, à la naissance près, et chez lesquelles se réunissaient les jeunes gentilshommes désœuvrés et les poètes bien en cour.

C'est à peu près à partir du quatrième siècle que la masse des prolétaires commence à grossir d'une façon inusitée, et à donner à penser à la société régulière. Jusque-là, nous l'avons dit, il n'y a pas trace de prévoyance publique. Les aumônes générales et les hôpitaux étaient des choses inconnues. Le clergé païen de l'empire romain, qui avait d'immenses richesses territoriales, lesquelles provenaient d'un côté des dotalités perpétuelles payées par le trésor, de l'autre des héritages et des legs innombrables qu'il recueillait, n'eût jamais l'idée d'organiser un service quelconque de charité publique; et lorsque, vers la fin du quatrième siècle, Symmaque adressait à Valentinien II, à Théodose et à Arcadius ses deux lettres célèbres sur le culte du paganisme, qui sont la 53^e et la 54^e du dixième livre de son recueil, et dans lesquelles il se plaint si amèrement de ce que les empereurs aient confisqué les biens des prêtres et des vestales, saint Ambroise, dans la première de ses deux réponses à Symmaque, adressées à Valentinien II, oppose à l'avarice du clergé païen, qui gardait pour lui ses richesses, l'abnégation de l'Eglise chrétienne, qui ne possédait, dit saint Ambroise, rien en propre que sa foi, et dont les biens étaient les biens des pauvres.

Le fait social dominant du quatrième siècle, c'est la multiplication exagérée des prolétaires, et la création d'un grand système de charité publique, pour subvenir aux besoins des pauvres, pour recueillir les vieillards, les infirmes et les enfants abandonnés. Ce système de prévoyance, qui n'a fait que se développer par la suite des siècles, et qui est encore le seul correctif mis en usage par les sociétés modernes pour guérir ou plutôt pour bander les plaies de la civilisation, fut inventé et organisé par le christianisme. En voyant que l'antiquité, en quatre mille ans de durée, n'avait pas émancipé assez d'esclaves pour produire une masse considérable de prolétaires, et qu'en quatre siècles, le christianisme les avait tellement multipliés, que la société régulière en était encombrée, on est d'abord tenté de croire que le christianisme fit main basse sur l'esclavage, et qu'il procéda par de grands essais d'affranchissement systématique; c'est là pourtant une erreur: le christianisme ne toucha pas aux lois positives de la société existante; il laissa à César ce qui appartenait à César; saint Paul écrivit aux esclaves d'Éphèse que la religion nouvelle ne changerait rien à leurs devoirs; mais le christianisme créa, à côté de la vieille société, une société jusque là inconnue, et il y admit tous ceux qui voulurent en accepter les conditions. Or, il paraît que c'est par cette puissance attractive que la société chrétienne fit venir à elle successivement tous les membres de la société païenne, et la magnifique application qu'elle donna à ses idées de fraternité, de charité et d'aumône fut la cause principale qui déterminait indirectement tant d'émancipations, et qui créa tant de prolétaires.

Dans l'ancienne société, peu d'esclaves désiraient devenir libres, et

a raison en est assez simple. Esclaves, ils avaient chez leurs maîtres les nécessités de toute leur vie; ils étaient sûrs de n'avoir jamais à souffrir ni le froid, ni la faim, ni la soif, et d'être recueillis et bien traités vieux comme jeunes, en maladie comme en santé: libres, ils auraient eu à pourvoir non seulement à eux-mêmes, mais à leurs femmes et à leurs enfants, non seulement pendant la vigueur de l'âge, mais pendant la vieillesse et les infirmités, sans compter que pauvres et faibles comme ils auraient été nécessairement au sortir de l'esclavage, il leur aurait fallu courir toutes les chances d'une lutte perpétuelle avec la société, lutte dans laquelle les riches et les forts succombent souvent eux-mêmes.

Mais, dans la société chrétienne, l'esclave se sentait bien autrement attiré vers la liberté. D'abord, l'affranchi chrétien n'était pas repoussé par l'impitoyable préjugé de caste. Sans refuser de tenir aucun compte de la noblesse de race, le christianisme n'avait pour elle aucune préférence exagérée; les apôtres et les pères avaient donné la main aux affranchis, et en général à tous les hommes de race roturière, que les Gentils, c'est-à-dire les nobles de l'antiquité, avaient dédaignés jusqu'alors. Saint Paul écrivait aux Romains « qu'il n'y a pas acception de personnes devant Dieu, » et saint Grégoire de Nazianze et saint Ambroise ont semé à pleines mains dans leurs ouvrages les railleries philosophiques du christianisme sur la domination de la chair, lesquelles tombaient d'aplomb sur la noblesse qui n'est autre chose que la tradition du pouvoir par le sang. Les affranchis et les fils d'affranchis, c'est-à-dire les roturiers, étaient donc bien venus parmi les chrétiens; ils pouvaient passer par tous les degrés de l'ordination cléricale; devenir diacres, prêtres, évêques, c'est-à-dire franchir l'intervalle, immense et infranchissable parmi les anciens, qui séparait l'extrême humilité de l'extrême gloire, sans craindre que qui que ce fût leur reprochât jamais ou d'avoir été maréchal ferrant, comme on le reprochait à l'empereur Maximin, ou d'avoir été porcher, comme on le reprochait à l'empereur Galère, ou d'avoir été esclave, comme on le reprochait à l'empereur Macrin; ou d'avoir eu un père usurier et un grand-père mercier, comme on le reprochait à l'empereur Auguste.

Ainsi, les esclaves chrétiens, qui devenaient libres, étaient sûrs de n'avoir contre eux aucune prévention morale, et d'avoir pour eux toutes les préventions religieuses; de n'être pas repoussés comme roturiers, et d'être secourus comme chrétiens. Aussi se précipitèrent-ils vers la liberté, et si imprudemment, et en si grandes masses, que, devenus tout d'un coup maîtres d'eux-mêmes et responsables de leur propre bien-être, le plus grand nombre ne tarda pas à être gagné par l'imprévoyance et par la misère, misère inouïe, misère effroyable, dont les souvenirs du quatrième siècle font une peinture pleine d'horreur.

Ce fut cette masse de prolétaires, créés par le christianisme, qui donna naissance aux établissements de charité. Le premier document relatif à leur histoire, est de l'année 318. C'est une constitution de l'empereur Constantin, relative à l'Italie, et rapportée au titre 7, livre XI, du code Théodosien. Il y est dit que, pour soulager les familles pauvres, qui donnaient, qui engageaient, qui vendaient, qui exposaient ou qui tuaient les enfants, faute de pouvoir les nourrir, il leur serait accordé annuellement, sur le trésor public, des secours nécessaires pour subvenir à leur entretien. Une seconde constitution, de l'année 321, facilite et favorise les legs et les donations aux églises, dont la fortune était la propriété des pauvres, et une troisième constitution, de l'année 322, renouvelle pour la province d'Afrique les dispositions que celle de 318 avait déjà consacrées pour l'Italie. Une loi de Valentinien et de Valens, de l'année 368, établit une sorte de *maximum* dans le prix des aliments et des marchandises, afin, dit la loi, que les pauvres pussent acheter le nécessaire. Il se voit dans une constitution, donnée par Arcadius et Honorius, en l'année 396, que ce *maximum* était fixé dans les provinces par un fonctionnaire qui portait le nom de *discussor*, et une loi de Valentinien, de Valens et de Gratien, de l'année 369, fait connaître que les fonctions principales du *discussor* consistaient à visiter périodiquement les provinces, pour y faire payer les reliquats des tributs, ou pour les remettre, c'est-à-dire à faire à peu près ce que faisaient dans l'ancien système financier de la France, les *contrôleurs et receveurs des restes*.

C'est au commencement du sixième siècle qu'on trouve pour la première fois les hôpitaux et les maisons de refuge. Une loi de Justinien, de l'année 528, en contient fort au long les règlements. Il y a des maisons pour les étrangers errants, sous le nom de *Xenones*, pour les malades, sous le nom de *Nosocomia*, pour les pauvres, sous le nom de *Ptoctotrophia*, pour les orphelins, sous le nom d'*Orphanotrophia*, pour les enfants trouvés, sous le nom de *Brephotrophia*. Une autre loi, de l'année 530, mentionne des maisons pour les vieillards, sous le nom de *Gerontocomia*, et pour les ouvriers invalides, sous le nom de *Paramonaria*. Le paragraphe 6 de cette dernière loi ajoute qu'il y avait un *Xeno*, c'est-à-dire un hôpital par ville. Une autre loi de la même année, qui est la vingt-quatrième du titre 2 du livre 1^{er} du code, revenant sur la jurisprudence qui déclare nuls les legs faits à des personnes incertaines, statue que les legs faits avec cette seule indication : *pour les pauvres*, seront valables, et devront être délivrés à l'hôpital de la ville dans laquelle est mort le testateur. La loi vingt-sixième du même titre et du même livre interprète, dans le même sens, les donations ou les testament faits en faveur de Jésus-Christ, et la loi quinzième, toutes les sortes de legs faits aux martyrs, aux prophètes et aux anges. Enfin, une constitution des empereurs Valentinien et Macien, ordonne qu'il sera payé aux églises, sur le trésor public, des rentes annuelles pour la nourriture et pour l'entretien des pauvres. Cette loi, qui est le pendant des deux ordonnances de Constantin, des années 318 et 322, et qui complète, avec celles de Justinien, les règlements sur les hôpitaux, est de l'année 454, et se trouve au titre 2, du livre 1^{er} du code.

Voilà ce que la multiplication exagérée des prolétaires, vers le quatrième siècle, força la société chrétienne de faire pour eux; recherchons ce qu'ils faisaient en même temps pour eux-mêmes; c'est-à-dire après avoir indiqué l'origine et la formation des hôpitaux, indiquons l'origine et la formation des corporations et des jurandes.

A. GRANIER DE GASSAGNAC.

Chronique.

Hier au soir le roi a travaillé avec M. le président du conseil et M. le ministre des finances.

Dans la soirée, M. le général de Flahaut, M. l'amiral Jacob, M. le général Durosnel, M. le duc de Massa, M. Delessert, préfet de police, M. le duc de Choiseul, plusieurs députés, Mme la princesse de Liéven, Mme la comtesse de Boigne ont eu l'honneur d'être reçus par LL. MM.

M. le prince de Joinville, MM. les ducs d'Aumale et de Montpensier sont allés au Théâtre-Français.

Aujourd'hui, S. M. a travaillé avec M. le président du conseil et M. le ministre de la justice.

M. l'abbé Delacroix, grand-vicaire de Belley, nommé à l'évêché de Gap, est encore attendu à Paris pour ses informations, mais on sait qu'il a accepté. Cet ecclésiastique a 58 ans, et est né au château d'Azolle, dans les montagnes du Beaujolais.

M. l'abbé Delacroix a fait ses études théologiques au séminaire Saint-Sulpice. Il a été curé de Fareins, dans le diocèse de Lyon, supérieur des petits séminaires d'Alix et de l'Argentière, et ensuite du grand-séminaire. En 1817, il devint curé de Saint-Bruno, à Lyon, d'où il a passé, en 1823, au grand vicariat de Belley, lorsque ce siège a été rétabli.

—Le 8 janvier a été célébré à Venise le mariage du roi de Naples et de l'archiduchesse Thérèse. C'est l'archevêque de Venise qui a donné la bénédiction nuptiale aux augustes époux. LL. MM. traverseront la Marche d'Ancone pour se rendre à Naples.

—L'empereur Nicolas vient, dans divers ukases, de modifier la vieille législation militaire. Le czar exclut les militaires subalternes de la justice civile, réforme pour eux l'ancien usage de conduire les accusés la corde au cou et garottés. Les raisons sur lesquelles se fonde l'ukase, est d'empêcher que le militaire, livré aux tribunaux, ne perde le souvenir de la subordination et de la considération attachées à l'uniforme.

En Russie, les enfants des soldats appartenant à l'état et étaient soldats toute leur vie; un nouvel ukase autorise les militaires blessés à la guerre, et les veuves des sous-officiers et soldats, morts au service, à faire choix de tel de leurs fils qu'il leur plaira, et de le garder avec eux.

—Le prince Charles de Prusse est arrivé à Saint-Petersbourg le 25 décembre.

—Pendant le cours de l'année 1856, il a été préparé, à la direction générale des ponts et chaussées, environ deux cents projets d'ordonnance, qui ont été soumis à l'approbation du gouvernement, pour l'établissement de nouvelles voies de communications dans les départements, et déterminant le classement et les alignements des routes départementales, parmi lesquelles se trouvent rangés les chemins vicinaux.

Correspondance particulière de la Presse.

ESPAGNE. — Madrid, 12 janvier. — L'insubordination fait d'effrayants progrès dans l'armée. Lorsque le gouvernement se disposait à châtier sévèrement la révolte d'Alaix, Espartero, de son plein pouvoir, a nommé ce général, commandant-général des provinces de Biscaye, et celui-ci n'a pas manqué de s'installer en cette qualité à Vittoria. Le ministère ne voit pas sans inquiétude Espartero s'arroger une omnipotence dictatoriale, et il se voit surtout à regret forcé, en quelque sorte, de sacrifier Narvaez, cet officier de grande espérance. Quant aux cortès, leur nullité est presque proverbiale. Leurs opérations se résument dans des nominations innombrables de commissions, et leurs débats sont tellement insignifiants que les tribunes publiques sont presque toujours désertes. — L'ambassadeur d'Angleterre a donné son deuxième bal; il n'a été guère plus suivi que les dernières séances des cortès.

Bayonne, 16 janvier. — La démission forcée de M. Erro, ministre universel de don Carlos, est une victoire remportée par le parti castillan sur le parti provincial. Le ministère est ainsi composé : L'évêque de Léon, président et ministre de la justice; Sierra, ministre d'état intérieur; Lavandero, des finances; Cabanas, ministre de la guerre. Villareal, d'abord nommé aide de camp général du généralissime don Sébastien, est exilé à Aramayona, province d'Alava. Il a été question de l'enfermer au château de Guevara. Le mauvais succès du siège de Bilbao est la cause apparente de cette révolution de palais; mais il y a déjà longtemps que le parti castillan le projetait, et s'il n'y a pas une prompte réaction, tous les chefs militaires seront changés et remplacés par des Espagnols purs.

Ce changement est vu de mauvais œil par l'armée et par le pays; il doit avoir des conséquences fâcheuses pour la cause de don Carlos. Cet événement sera, à ce qu'on croit, plus favorable aux chrétiens que la levée du siège de Bilbao.

Gomez est en disgrâce; sa conduite a été soumise à une enquête; il est exilé à Onate, mais il a obtenu de résider provisoirement à Azpeitia, chez des amis.

La plupart des Anglais qui étaient au quartier-général de don Carlos et qui servaient dans ses bataillons, l'ont abandonné. Il paraît qu'ils ont pris ce parti pour ne pas être exposés à se battre contre ceux de leurs compatriotes qui font partie de l'armée d'Espartero, et qui, appartenant aux troupes régulières d'Angleterre, en portent l'uniforme et la cocarde.

Les caristes, qui s'attendent à être bientôt attaqués de plusieurs côtés, font évacuer en secret de Tolosa et de Villafraanca, dans les endroits de plus difficile accès des montagnes, les munitions qu'ils avaient ramassées dans ces deux places.

Si les généraux de la reine et le gouvernement de Madrid savaient exploiter avec habileté le mécontentement des chefs provinciaux et du pays, après le changement qui vient de s'effectuer, il est probable qu'ils en tireraient un grand parti.

Rien de changé devant Bilbao. Les correspondances du quartier-général de Durango, du 15, ne mentionnent aucun fait important. L'infant don Sébastien a passé une grande revue des troupes cantonnées dans les environs de Bilbao. Il est ensuite rentré à Zornosa.

Actes du Gouvernement.

DÉPARTEMENT DE LA MARINE ET DES COLONIES.

Par ordonnance du 17 de ce mois, le roi a conféré le grade de lieutenant de vaisseau à trois enseignes de vaisseau, savoir :

MM. Fortin (Charles-Ferdinand), à l'ancieneté; — Gréban-Hippolyte-Jean-Marie, idem; — et Malmarche (Jules-Marie-Barthélemy), au choix.

La nomination de M. Malmarche est le prix du dévouement dont il a fait preuve dans les circonstances critiques où s'est trouvé le *Santi-Petri* pendant sa traversée de Lisbonne en France. Cet officier est parvenu, au péril de sa vie, à dégager quatre gabiers qui se trouvaient pris sous les débris du grand mât et du mât de hune du vaisseau qui étaient tombés, événement qui pouvait compromettre non seulement la vie de ces braves marins, mais encore la sûreté du vaisseau.

— Par une autre ordonnance du 17 janvier 1857, ont été admis, à compter de ce jour, à faire valoir leurs droits à la retraite, les officiers du corps royal de la marine dont les noms suivent :

Capitaines de vaisseau. — MM. Francke, Russel, Gizolme, vicomte Cornette de Venancourt, Lettre, Billard, Longueville, Lemoine, Mamyeau, Coubitte.

Capitaines de frégate. — MM. Moisson, Gendriars, Fleurance de La Garde, de La Rouvraye (à compter du 1^{er} juin 1857), Verclière-Reffye (id.), Duperré (id.), Penhoat, Marinière, Crespel, Picard, de Parnajon, Denis, Bertin de La Houtière, Derubé, Dumoutier, Poulou-Despres, Raffy, Delisle.

Capitaines de corvette. — MM. Lefebvre, Soret, Urvois de Portzamparc, Aube, Grandin de Maugis, Lemaigre, Geoffroy.

Lieutenants de vaisseau. — MM. Estelle, Prevost de Langristin, Chabaud Arnault, Lecoupe, Gélipin, Lehozec, Loyer, Quandalle, de Puyferré, Bernard, Quesnel, Colignon, Veeleque.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

M. Frédéric Monod, pasteur de l'église réformée de Paris, vient d'être nommé, par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique, aumônier du collège Louis le-Grand, en remplacement de M. Boissard, décédé.

DÉPARTEMENT DES FINANCES.

Une circulaire du ministre des finances rappelle aux préfets que l'époque du renouvellement des répartiteurs est arrivée, et les invite à procéder sans délai à cette opération. Dans quelques départements, on s'est plaint que les mêmes individus étaient toujours renommés. Cette observation doit être prise en considération par les maires dans la liste des candidats qu'ils sont chargés de proposer à l'autorité supérieure.

CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Le roi, sur la proposition de M. le ministre de l'instruction publique, vient de nommer chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur M. D. Lévi (Alvarès), directeur d'éducation maternelle, professeur de littérature et d'histoire, etc.

Chambre des Députés.

Séance du 20 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. CALMON, VICE-PRÉSIDENT.

SOMMAIRE : Admission de M. Bresson, député des Vosges. — Suite de la discussion de l'Adresse. — Incident relatif à l'amendement de M. Barre. — Adoption du § 15 de l'Adresse. — Discours, sur le dernier paragraphe, de MM. Leyraud, Bernard, ministre de la guerre, Mauguin, Molé, Joubert, Molé, Leyraud, Charamaule. — Adoption du dernier paragraphe. — Scrutin sur l'ensemble. — Adoption. — Reprise du projet de loi sur l'instruction secondaire. — Reprise du projet sur le sel.

La séance est ouverte à une heure trois quarts. Le procès-verbal est lu et adopté.

Des groupes nombreux se forment dans l'enceinte. MM. Martin (du Nord) et de Gasparin sont l'objet de vives interpellations de la part de quelques membres : M. de Gasparin répond en souriant. Dans un autre groupe, M. Schuembourg, député de Strasbourg, discute vivement avec plusieurs de ses collègues; il nous paraît donner des renseignements sur le jugement de Strasbourg, qui est le sujet de toutes les conversations; jamais peut-être la chambre n'a été si agitée; la sonnette du président ni les voix des huissiers ne peuvent obtenir le silence.

A deux heures le calme se rétablit un peu.

M. Gillon fait prononcer l'admission de M. Bresson, intendait civil d'Alger, réélu député des Vosges.

M. Bresson prête serment.

M. LE PRÉSIDENT : L'ordre du jour est la suite de la discussion de l'Adresse. Je dois prévenir la chambre qu'il s'est glissé une erreur dans l'impression de l'amendement de M. Barre, qui a été voté hier; cet amendement se trouverait ainsi rédigé :

« Il est aussi de notre devoir de signaler la détresse de l'industrie agricole, et nous aimons à espérer que les vœux et les efforts bien entendus du gouvernement contribueront à faire naître pour elle des jours meilleurs. »

Mais les mots *vœux* et *bien entendus* seraient supprimés.

M. Lemerrier réclame de sa place. (Bruit confus. C'est une erreur à réparer !)

M. Saint-Marc Girardin demande si la chambre ne pourrait autoriser la commission à se retirer pour coordonner le paragraphe avec le précédent. (Non, non.)

M. LEYRAUD : Je demande la parole. L'orateur monte à la tribune et se met en devoir de parler sur le dernier paragraphe de l'Adresse.

M. LE PRÉSIDENT : Nous n'en sommes pas au dernier paragraphe, mais à l'avant-dernier.

M. Leyraud descend de la tribune.

M. DEMARÇAY : Je demande la parole. (Aux voix ! aux voix !)

M. le général Demarçay monte à la tribune malgré les cris de : Aux voix !

M. DEMARÇAY : Messieurs, on vous a demandé tout-à-l'heure de corriger une faute d'impression qui s'était glissée dans l'amendement de M. Barre, contre la volonté du rédacteur. Je comprends fort bien que le mot *vœux* puisse être une faute d'impression; mais ceux-ci : *bien entendu*, ne peuvent être une faute d'impression, et la chambre, après avoir voté un amendement, ne peut revenir sur ce vote en retranchant des mots.

Cet incident n'a pas de suite, les rectifications demandées dans la rédaction de l'amendement sont adoptées.

M. le président donne lecture du § 15 :

« Votre majesté nous appelle à enrichir et à honorer la France par des travaux et par des monuments qui témoignent, dans l'avenir, du progrès des sciences et de la prospérité nationale : déjà l'œuvre est commencée et d'honnêtes résultats ont été obtenus; grâce aux routes qui ont été ouvertes dans l'Ouest, l'esprit de nos institutions a pénétré dans cette contrée avec le commerce et l'industrie. Nous donnerons une attention scrupuleuse aux propositions qui nous seront faites sur ces objets importants; et nous nous applaudirons de voir la révolution de juillet unir à tous les bienfaits moraux de la liberté tous les avantages de la prospérité matérielle. »

Ce paragraphe est adopté.

M. LE PRÉSIDENT : Je vais lire le § 14 et dernier :

« Pourquoi faut-il, Sire, que de tristes pensées mêlent encore malgré nous, à ces espérances de bonheur, en songeant aux dangers qui, deux fois cette année, ont menacé votre tête; et pourtant, quand nous considérons d'un œil calme l'état de la société; quand nous voyons la France préservée de révolutions nouvelles, tant de sagesse dans la nation, tant de courage civil sur le trône, et près de vous, pour perpétuer votre dévouement à la patrie, une famille dont le vœu national a fait une dynastie inséparable désormais de nos destinées; alors, Sire, nous ne pouvons pas penser qu'il soit donné au crime de l'empire sur tant de causes de sécurité et d'empêcher la France d'obtenir le plus grand bien que la Providence puisse accorder à un peuple, l'ordre et la liberté, sous un gouvernement national. »

M. LEYRAUD remonte à la tribune : Messieurs, dit-il, je prie le ministère de nous donner des explications sur un fait qui a jailli des débats qui ont eu lieu devant la cour d'assises du Bas-Rhin.

Voilà ce fait : Le président de la cour avait demandé à M. le général Voirol et à M. le préfet du Bas-Rhin de déclarer s'ils n'avaient pas reçu du gouvernement des ordres pour prévenir l'explosion de la tentative qui s'est manifestée à Strasbourg. Le préfet et le général ont répondu qu'ils ne pouvaient faire aucune déposition à cet égard; et je conçois que, d'après le principe qui a été développé il y a quelques jours à cette tribune, je conçois, dis-je, qu'ils n'aient pas voulu engager une responsabilité supérieure. (Hilarité à gauche, murmures au centre.) Mais M. le président de la cour a fait lire à l'audience la lettre que M. le général Voirol avait adressée le 18 août à M. le maréchal Maison, et dans laquelle étaient dénoncées des démarches faites auprès de M. le préfet, par le prince Louis Napoléon.

Je prie M. le ministre de la guerre de déclarer à la chambre si, lorsqu'il est entré au cabinet, il a eu connaissance des dépêches adressées au maréchal Maison; je le prie de s'expliquer sur les précautions qui ont dû être prises pour empêcher le complot d'éclater après en avoir été averti par le préfet et par le général; de dire quels sont les ordres qu'il a donnés au général et au préfet, ordres qui les auraient empêchés de s'expliquer devant la justice; enfin de dire à la chambre comment les mesures ordonnées, sans doute pour empêcher toute tentative, ont été si mal exécutées qu'ils n'ont pu prévenir des désordres que nous déplorons tous.

M. BERNARD : Il est vrai que le général Voirol a adressé à mon prédécesseur une dépêche apportée par le capitaine Rangre pour l'avertir de ce qu'il avait appris relativement aux projets du prince Louis Napoléon. M. le maréchal Maison donna l'ordre au général de se concerter avec le préfet pour empêcher l'explosion. Le préfet avait été invité par le ministre de l'intérieur à surveiller le prince Napoléon. Le général Voirol était invité par le ministre de la guerre à surveiller les officiers et à les empêcher d'aller à Bade. Ainsi, mon prédécesseur avait donné tous les ordres nécessaires.

M. LEYRAUD : J'ai demandé... (Assez! assez.)

M. MAUGUIN : Le ministère veut empêcher un député de parler, il n'en a pas le droit.

M. GUIZOT : Le ministère n'empêche par les députés de parler, M. le ministre de la guerre a donné les explications nécessaires. Nous n'empêchons aucun député de parler.

M. LEYRAUD : Je croyais avoir précisé ma question. Je savais que le maréchal Maison avait reçu une dépêche. Je savais qu'il était probable que ce ministre donnerait les ordres nécessaires; aussi n'ai-je pas demandé au ministre actuel de la guerre, autre chose que ceci : Depuis son entrée au cabinet le ministre de la guerre a-t-il prescrit les mesures nécessaires pour empêcher l'explosion d'une criminelle tentative. Je sais que je ne puis plus me servir de cette expression, depuis le jugement souverain du jury. (Plusieurs voix : cela ne regarde pas la chambre.) Je sais cela; mais ce qui nous importe, c'est de savoir si le ministre avait donné les ordres nécessaires. (L'ordre du jour ! l'ordre du jour !)

M. MAUGUIN : (L'ordre du jour ! l'ordre du jour !) Puisque M. le ministre de la guerre persiste à garder le silence, je m'adresserai à un autre ministre qui sera peut-être moins réservé, je m'adresserai à M. le ministre de l'intérieur. (Hilarité aux extrémités.) Je le prierai de monter à la tribune, et de nous expliquer à quoi sert la police du royaume? (Vives rumeurs.)

M. D'HAUBERSAERT : Je demande la parole.

M. MAUGUIN : Je le prierai de nous dire à quoi sert le ministre de la police en particulier? (Vifs murmures.)

En demandant à quoi sert la police, je n'ai pas entendu l'attaquer en thèse générale; mais demander à quoi elle a servi dans cette circonstance. M. le ministre de la guerre savait que des conspirations militaires existaient et avaient des ramifications, le ministre de l'intérieur savait qu'il se tramait des complots, et rien n'a été fait pour les empêcher.

Je demanderai comment les conspirateurs ont pu entrer dans une ville fermée et y rester trois jours sans être inquiétés. (Rumeurs.) Oui, ils

soit restés à Strasbourg trois jours sans que l'autorité militaire, sans que la police s'en soient occupées. C'est en présence d'un tel fait que je demande à quoi a servi la police. (Aux voix ! aux voix !)

M. Joubert monte vivement à la tribune, mais il cède la place à M. Molé.

M. MOLÉ : Messieurs, la discussion que l'on veut engager ne porte, selon moi, sur rien. Que demandez-vous aux ministres de la guerre et de l'intérieur ? Vous leur demandez s'ils ont fait leur devoir, et les deux ministres vous répondent qu'ils ont fait tout ce qu'ils ont jugé le plus utile de faire. Vous ne voulez pas sûrement que les ministres viennent à la tribune vous donner le détail de tous les moyens qu'ils emploient dans les départements respectifs ?

On nous demande à quoi sert la police ? La police, Messieurs, est un moyen de gouvernement comme un autre, un moyen qui a plus ou moins de succès, selon les circonstances ; si dans celle dont il s'agit il n'a pas réussi, s'il n'a pas fait échouer le complot de Strasbourg, on ne peut pas en accuser les ministres ; ils vous ont suffisamment répondu en vous disant qu'ils ont agi le mieux qu'ils ont pu sur les indications qu'ils ont reçues. Je le répète, toute discussion que l'on voudrait engager sur cette question serait sans portée.

M. JAUBERT : (Aux voix ! aux voix ! la clôture !) Messieurs, je ne crois pas que les interpellations adressées par M. Leyraud, puissent avoir d'importance pour la chambre. M. Leyraud n'a pas sans doute l'intention de faire soupçonner que le gouvernement ait été complice de la tentative de Strasbourg ; c'est cependant ce que le langage de certains journaux semblait vouloir induire ; et, en 1854, dans des circonstances difficiles, on se souvient que l'on mit en avant, dans cette chambre, des allégations semblables.

M. le ministre de la guerre vous a dit tout à l'heure qu'on avait pris toutes les précautions nécessaires pour prévenir ce complot, et le caractère de M. le préfet du Bas-Rhin et de M. le général Voiron, ne me permettent pas de croire qu'aucune de ces précautions aient été négligées.

M. Leyraud a parlé de l'omnipotence du jury. Ne craignez pas que je veuille porter atteinte à la chose jugée ; mais à côté du droit des tribunaux, il y a celui de la tribune, et j'en use. Comment le préopinant n'a-t-il pas senti qu'il y avait un bien grave intérêt d'engager, je veux dire la discipline de l'armée ; comment n'a-t-il pas trouvé quelques paroles pour signaler plus fortement, qu'il ne l'a fait, ce qu'il y a eu de déplorable dans cette discipline, dans l'événement de Strasbourg, en voyant le drapeau de la révolte se promener dans les rues de cette ville sous l'influence d'un non sans doute élier à l'armée et à la France.

J'adresserai à mon tour une interpellation aux ministres, je leur demanderai s'ils se sont fait une idée bien nette de la compétence du conseil de guerre (murmures à gauche) ; je n'admettrai jamais (pour moi), que quelques accusés, parce qu'ils ne sont pas militaires, arrachent leurs coaccusés à la juridiction des conseils de guerre ; j'adresse au ministre, la recommandation formelle, au nom de tous les amis de l'ordre et du gouvernement, de s'occuper pour l'avenir de cette importante question. (Vive agitation, murmures aux extrémités.)

M. MOLÉ, président du conseil : Je viens répondre au préopinant. Nous sommes profondément préoccupés du danger dans lequel se trouve la discipline militaire si certains faits pouvaient rester dans l'état actuel de nos lois sans répression.

La chambre peut être certaine que nous nous occuperons des moyens de nous préserver de ce danger, et lorsque nous serons fixés sur ce qu'il conviendrait de faire, nous viendrons vous présenter un projet, et nous redoublons pas que vous n'appuyiez nos efforts pour soutenir le gouvernement et affermir nos institutions. (Vive agitation.)

M. GARNIER-PAGÈS : Ainsi les lois de septembre ne suffisent plus ! (A gauche : C'est cela !)

M. LEYRAUD. En rendant justice à la pureté de l'intention qui m'a porté à faire la question interpellatoire que j'ai faite (Hilarité), l'honorable M. Joubert a pensé que j'ignorais la portée de ma question, il s'est trompé ; je n'ignore pas la nécessité de la discipline et je ne l'attaque pas. (Aux voix !) Je suis, comme l'orateur, ami de l'ordre, et, comme lui, j'ai respecté la chose jugée et l'omnipotence du jury. Il n'a pas, je crois, compris mon interpellation, j'ai demandé au ministre de nous donner l'explication refusée par le préfet de Strasbourg, lorsqu'il n'a pas cru devoir répondre au président de la cour d'assises, disant qu'il ne pouvait expliquer sur ses rapports avec le ministre. Ce qui m'étonne, c'est que ce soit dans cette chambre qu'on ait proposé une violation de la loi, en voulant détruire une partie des droits du jury.

M. CHARAMAULE monte à la tribune. (Aux voix ! aux voix.) Messieurs, je n'ai pas l'intention de parler sur la question ; mais seulement répondre au discours de M. Joubert. (Non ! non !)

L'orateur se croise les bras et attend le silence.

J'ai été étonné, je l'avoue, que M. Joubert... (Violentes rumeurs.)

A gauche : Parlez ! parlez ! (non ! non !)

M. Charamaule descend de la tribune.

M. LE PRÉSIDENT : Je consulte la chambre pour savoir si elle veut continuer la parole à l'orateur ou fermer la discussion.

La discussion est fermée.

Le paragraphe est mis aux voix et adopté.

On procède au scrutin. Votants : 599 ; majorité absolue, 300 ; boules blanches, 242 ; boules noires, 157.

La chambre a adopté.

M. LE PRÉSIDENT : Je vais tirer au sort la députation qui devra présenter l'Adresse à S. M.

M. le président tire au sort les vingt membres.

M. LE PRÉSIDENT : S. M. a fait savoir qu'elle recevrait ce soir à neuf heures la députation. Messieurs les membres qui ont été désignés, sont invités à se trouver aux Tuileries à huit heures et demie. Ceux de MM. les députés qui voudront s'adjoindre à la députation devront s'y rendre également.

M. Saint-Marc-Girardin monte à la tribune et demande la reprise du projet relatif à l'instruction secondaire ; il pense que la chambre ne peut pas fixer la discussion avant samedi de l'autre semaine, parce qu'il y a beaucoup de documents qui n'ont pu être imprimés encore.

M. GUZOT : Parmi les documents dont on a parlé, il y en a beaucoup qui n'ont pas été encore déposés sur le bureau. Plusieurs ont besoin d'être coordonnés et mis en harmonie avec l'état actuel des choses, il faut au moins quinze jours pour cela.

M. VIVIEN : Il y a beaucoup de projets utiles à reprendre, je crois qu'il faut d'abord décider sa reprise, puis fixer plus tard l'ordre de discussion. (Oui, oui.)

Le projet sur l'éducation secondaire est repris.

M. LUNEAU demande la reprise du projet de loi sur le sel.

M. DUCHATEL, ministre des finances : J'appuie la proposition de M. Lureau, la reprise est nécessaire ; il y a plus, j'ai présenté récemment un second projet qui se lie à celui-ci, il est à désirer qu'on s'occupe de leur discussion pour que la perception de l'impôt ne soit pas arrêtée.

M. AGIER : On pourrait renvoyer le second projet à la première commission. (Non ! non !)

M. LUNEAU : Je prie la chambre de décider d'abord la reprise ; on s'occupera après de la fixation de l'ordre du jour.

La reprise est adoptée sans opposition.

M. LUNEAU : Il est à désirer que la commission se réunisse avant qu'on fixe l'ordre du jour ; il y a des documents fort nombreux à examiner.

M. GUYET-DESSAINTES : M. le ministre des finances vous a demandé la reprise de l'ancien projet sur le sel ; il a ajouté qu'il avait présenté un projet qui se tient à celui-ci et dont il est le complément. Il est bon que la chambre sache que le projet dernier est tout simplement l'article 4 de l'ancien projet de M. Humann, article supprimé par la commission. Je demande donc qu'il n'y ait qu'une seule commission ; c'est-à-dire que le second projet soit renvoyé à la commission qui a examiné le premier. (Non, non, cela n'est pas possible.)

M. Joffroy combat la jonction au milieu du bruit.

M. LAURENCE : Comme rapporteur de la commission, je prie la chambre d'autoriser la commission à se réunir et à examiner le second projet, puis être ensuite présenté un supplément de rapport, si cela est nécessaire.

M. le président lit l'ordre du jour, qui est modifié sur des observations de MM. Roger (du Loiret) et Lacaze-Laplagne.

Le président consulte la chambre, qui décide, sur la proposition de ces messieurs, que l'examen du budget dans les bureaux n'aura lieu qu'après le renouvellement des bureaux.

La séance est levée à trois heures trois-quarts.

Ordre du jour du samedi 21 janvier.

A midi précis, séance publique. Proposition de M. Vivien, afin de reprise du projet de loi sur les attributions municipales ; proposition de M. le général Jacqueminot, afin de reprise du projet de loi relatif à la garde nationale du département de la Seine ; proposition de M. de Maugué, afin de reprise de sa proposition sur la vaine pâture.

Après la séance publique, réunion dans les bureaux, examen de projets de loi dans l'ordre suivant : 1° Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1854 ; 2° id. sur les crédits supplémentaires pour l'exercice 1856 ; 3° id. sur les pensions ; 4° id. relatif aux caisses d'épargne ; 5° id. sur le sel ; 6° id. sur les sucres ; 7° id. sur les travaux publics extraordinaires ; 8° id. sur la responsabilité des ministres ; 9° id. sur l'organisation et les fonctions du conseil d'état ; 10° id. sur les justices de paix ; 11° id. sur les lignes télégraphiques ; 12° id. sur les aliénés.

Grande députation pour la présentation de l'adresse de la chambre des députés au roi :

MM. L'Impérari, Boul, Leyraud, le comte de Montesquieu, Nodding, de Lespaul, le baron Pelet de la Lozère, Leprevost (Auguste), Réti, Fleury, Delacharme, de Salvandy, de Bussières, de Fernon, Vernier, le comte de Chassiron, de Monthierry, Reaumur, Bodin, Boignes.

Tribunaux.

COUR D'ASSISES DU BAS-RHIN.

PRÉSIDENCE DE M. GLOUXIN. — AFFAIRE DU 30 OCTOBRE.

Audience du 18 janvier.

A neuf heures, la salle de la cour d'assises est envahie par une foule plus compacte encore que les jours précédents, bien que l'audience doive commencer par le résumé de M. Gloxin, et que la répétition des détails d'une affaire, maintenant si bien connue, soit nécessairement fatigante pour les auditeurs.

Dans la cour du palais de justice, les forces militaires ont été doublées. A neuf heures et demie, l'audience est ouverte.

M. le président. — Les accusés ont-ils quelque chose à ajouter pour leur défense ?

Les accusés s'inclinent.

M. le président annonce que les débats sont terminés, et en présente le résumé. Un grand nombre de personnes quittent la salle.

Après la traduction, le président donne lecture des questions que les jurés auront à résoudre. Ces questions sont au nombre de vingt-quatre, dont six sont relatives au colonel Vaudrey.

Au moment où les jurés entrent dans la salle des délibérations, quelques personnes de la tribune publique crient : Acquitez ! acquitez !

M. le président. — Qu'on fasse sortir les interrupteurs !

M. Parquin, s'élevant et se tournant vers cette tribune : Mais vous n'avez rien à dire à la cause des accusés plus que vous ne la servez.

M. Thieriet. — Nous protestons contre ces cris de toute notre âme. Les jurés se retirent à 11 heures et demie. La salle est un instant agitée par cet incident ; on blâme énergiquement cette démonstration indécente.

Au bout de 23 minutes de délibération, le jury rentre en séance.

M. le président déclare qu'il fera arrêter tous ceux qui manifesteront leur approbation ou leur désapprobation.

Le chef du jury, M. Vais, lit la déclaration suivante :

Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, sur toutes les questions, la réponse du jury est NON, les accusés ne sont point coupables.

Aussitôt un grand mouvement de joie se manifeste dans toutes les parties de la salle. Les accusés sont amenés, et l'aspect des physiognomies riantes leur apprend d'avance la décision des jurés. Mme Gordon est fort tremblante, bien qu'on lui ait annoncé sur-le-champ son acquittement.

Les accusés se contiennent cependant ; mais à peine le greffier a-t-il prononcé le verdict, qu'ils embrassent leurs défenseurs avec effusion. Toute la salle est émue, et chacun veut embrasser les défenseurs et les ex-accusés, on leur serre la main. Tous les yeux sont mouillés de larmes ; et malgré la défense du président, on criait avec force dans la salle : Vive le jury ! vive le jury d'Alsace !

Les mêmes transports recommencent dans la cour extérieure du palais de justice. On entoure les jurés, on les félicite, et ils n'échappent qu'avec peine à ces chaleureuses démonstrations.

La foule se porte alors dans la rue du Fil, contigue au palais, et sur laquelle donne la porte de la prison ; les accusés, pour se soustraire à ces manifestations, montent en voiture, mais ils sont suivis par le peuple qui les salue des acclamations les plus vives.

Pendant toute l'après-midi, Strasbourg a eu un air de fête, et la garnison elle-même partage cette satisfaction générale.

Le bruit courait au palais que le verdict avait été rendu à la majorité de huit voix contre quatre.

La cour de cassation a décidé, hier 19, qu'un maire avait le droit, d'après les pouvoirs qui sont conférés au pouvoir municipal, de prohiber les jeux de cartes dans les cafés et autres lieux publics. Ainsi, d'après cette jurisprudence, l'autorité municipale aurait la faculté d'étendre les prohibitions des jeux de hasard prononcées par le code pénal.

La 6^e chambre du tribunal de la Seine, jugeant correctionnellement, a statué hier sur une affaire aux débats de laquelle elle a consacré plusieurs audiences. M. Chauvière, changeur au Palais-Royal, était prévenu, sur la plainte de M. Poizat, affineur de métaux, de contrefaçon à l'article 425 du code pénal, pour avoir, depuis longtemps déjà, livré au commerce des lingots d'argent renfermant une certaine quantité de plomb.

Une instruction de près de dix-huit mois a suivi la plainte de M. Poizat. L'affaire portée à l'audience, de nombreux témoins ont été produits par le ministère public et la partie civile. Parmi eux on a remarqué MM. Gay-Lussac et Darcet appelés à constater la présence du plomb dans les lingots, et les sommités de la banque, MM. de Rothschild, Flottin, Mallet, etc., etc., qui avaient fait avec M. Chauvière de nombreuses opérations, sans jamais s'apercevoir qu'il abusait de leur confiance. On peut juger de l'importance des affaires de celui-ci par cette circonstance révélée aux débats que le chiffre de ses opérations avec la monnaie de Paris seul s'élevait à 200 millions.

M. Collot, directeur de cet établissement, a rendu un témoignage favorable de ses relations avec M. Chauvière ; mais, dans le système de la prévention, c'était surtout les lingots, vendus à M. Poizat, et destinés soit à la province, soit à l'étranger, qui présentaient le caractère de la fraude constatée par les experts.

Un incident grave a marqué le débat à une précédente audience. Plusieurs ouvriers ou employés de M. Chauvière, ayant déclaré, contre toute vraisemblance, n'avoir aucune connaissance des faits imputés au prévenu, le tribunal a ordonné l'arrestation de l'un de ces témoins. Il est résulté de cette mesure que tous se sont rétractés, et ont fait connaître que la manœuvre, consistant à fourrer les lingots de plomb, avait été pratiquée par les ordres de M. Chauvière.

M. Delangle, avocat de M. Poizat, partie civile, a réclamé pour son client des dommages et intérêts considérables, en réparation du préjudice que lui avait causé le déchet éprouvé sur les lingots et une concurrence faite à l'aide de moyens frauduleux.

M. Teste a présenté la défense de M. Chauvière.

Le tribunal, après délibération en la chambre du conseil, a déclaré le prévenu coupable d'avoir, depuis cinq années, trompé les acheteurs, en livrant des lingots d'argent fourrés de lames de plomb, de manière qu'on ne pût s'en apercevoir.

Il a condamné, en conséquence, M. Chauvière à un an de prison, 15,000 fr. d'amende, 60,000 fr. de dommages et intérêts envers la partie civile, et a fixé à cinq ans la durée de la contrainte par corps.

— Lundi prochain, M. Dutacq, gérant du *Sicéle*, et M. Aubry-Foucault, gérant de la *Gazette de France*, comparaitront devant la cour d'assises, par suite de l'opposition par eux formée aux arrêts par défaut qui les ont condamnés, le premier à deux mois de prison et 2,000 fr. d'amende, et le second à quatre mois de prison et 5,000 fr. d'amende. M. Odilon Barrot présentera la défense du *Sicéle* et M. Berryer celle de la *Gazette de France*.

M. l'avocat-général Ploegoulm occupera le siège du ministère public.

— Le tribunal de police correctionnelle de la Seine, qui avait jusqu'ici persisté à déclarer les pistolets de poche, armes prohibées, vient de se conformer à la jurisprudence de la cour de cassation. La 7^e chambre a décidé hier que le port des pistolets de poche n'était pas prohibé.

Mœurs publiques. - Vols. - Meurtres. - Suicides.

Les habitants de Moissac, à qui le ministre de la guerre vient d'accorder une somme de 1,800 fr. pour indemnité de logement de troupes, en ont fait don à la ville, et le conseil municipal a décidé qu'elle servirait à l'établissement d'un atelier de charité.

— Une distinction méritée vient d'être décernée à M. Champion, si connu sous le nom de *Petit maître au bien*. Fondateur de 51 prix au profit des 17 écoles du canton de Vézelay (Yonne), son pays natal, cet homme de bien a reçu à son tour, de la société Montyon et Franklin, la médaille d'or des hommes utiles.

— Un vol considérable a été commis il y a quelques jours à la chapelle de l'ambassade russe, sis aux Champs-Élysées, au coin de la rue de Ponthieu. A la faveur de la nuit, des malfaiteurs se sont introduits, à l'aide d'échelle, dans la cour de cette chapelle, qui se trouve isolée de tout autre bâtiment, et forçant une grille en fer, seule barrière qu'ils eussent à franchir, ils ont pénétré dans le sanctuaire, et y ont enlevé, entre autres objets précieux, plusieurs lampes en argent et divers ustensiles en argent destinés à l'exercice du culte. La justice informe.

— On lit dans le *Fédéral Genevois* du mardi 17 janvier :

Le Directoire fédéral de la Suisse a communiqué aux gouvernements cantonaux une lettre de l'ambassadeur de France, datée du 31 décembre dernier, et tendant à demander, conformément aux traités qui existent entre la Suisse et la France, l'extradition du nommé Jules Dubiez, prévenu d'avoir commis une tentative de vol au préjudice de la Banque de France.

— Le *Dreton*, journal de Nantes, raconte les détails suivants sur un fait arrivé le 17 à Nantes :

« Vers midi, Mlle M..., âgée de 19 ans, se trouvait seule à son magasin, place Bretagne, pendant que son père commandait le poste de la mairie ; elle voit entrer un homme d'une haute stature, assez mal vêtu, qui demande à voir quelques marchandises. Pendant que la jeune personne les lui montre, cet homme l'interroge afin de savoir si elle est seule dans le magasin. — Oui, répond Mlle M..., sans défiance, mais qui aussitôt après se repentit de cette parole imprudente. Il n'était plus temps. Tout à coup elle voit cet homme fermer la porte, tirer un long couteau, et s'élançant sur elle en lui demandant de l'argent.

« Mlle M... conserve sa présence d'esprit, elle se rappelle que son père a déposé ses pistolets dans un secrétaire qui est près d'elle, elle se retourne, ouvre le tiroir où ils se trouvent, et, avant que le malfaiteur ait pu prévoir son dessein, elle se saisit d'un des pistolets, l'arme, et, ajustant le voleur : « Coquin, lui crie-t-elle, je te brûle la cervelle. » Le voleur stupéfait, pâlit et tremble. Mlle M... s'en aperçoit ; son énergie redouble, elle lui commande de sortir. Le voleur ouvre la porte et s'enfuit à toutes jambes. Cette action avait épuisé les forces de cette jeune personne ; elle dépose le pistolet sur le secrétaire et tombe sans connaissance sur une chaise.

Nul doute que sans cette présence d'esprit si étonnante chez une jeune personne de cet âge, le malfaiteur ne se fût porté à quelques excès contre elle. La police est sur les traces de ce misérable, qu'une jeune fille a fait trembler. — Revenue à elle quelques instants après, Mlle M... a pu prévenir les voisins : son père est accouru bientôt, et ses embrassements ont provoqué des larmes qui l'ont soulagée ; sa santé maintenant ne donne aucune inquiétude.

— Neuf ou dix hommes armés qui avaient l'apparence de réfractaires ou de chouans se sont montrés dans les premiers jours de ce mois sur la route qui conduit de Vannes à Belligné, arrondissement d'Ancenis, et ont fait feu sur trois gendarmes de la brigade de Belligné, sans les blesser ; les recherches faites aussitôt pour les rencontrer ou les reconnaître ont jusqu'ici été vaines. On présume qu'ils venaient de la Mayenne par Candé et Vritz, et qu'ils s'y sont retirés après cette équipée.

— La funeste passion du jeu, qui cause sans cesse de terribles catastrophes à Paris, vient de causer, il y a quelques jours, à Bordeaux, un suicide et la fuite d'un négociant ruiné. La fureur du jeu y est telle, que dans certains cercles et dans quelques sociétés particulières l'on gagne et l'on perd des sommes immenses. Un fonctionnaire public gagna, dans une soirée de carnaval dernier, cinquante-quatre mille francs, et l'on cite le proche parent d'un magistrat qui, en quelques séances, en a gagné plus de 150,000. Un agent de change, que l'opinion publique accuse d'avoir perdu considérablement, s'est fait sauter la cervelle avec son fusil de chasse ; mais les parents essaient de repandre le bruit que cet accident est l'effet du hasard.

— Hier, entre trois et quatre heures de l'après-midi, une femme âgée de 65 ans, montée au quatrième étage de la maison, rue Fontaine-au-Roy, 2, se pencha sur le palier un petit panier qu'elle tenait à son bras, ôta son chapeau avec précaution, et se disposa à se précipiter dans la cour, lorsqu'un voisin, ouvrant sa porte, arriva assez à temps pour sauver les jours de cette malheureuse.

En un instant tous les locataires de la maison sont sur pied, le commissaire de police est appelé, et aux diverses interpellations faites par ce magistrat, la vieille répond qu'elle a choisi cette maison parce que son élévation lui a paru convenable à l'accomplissement de son projet ; que la misère estre bien pour quelque chose dans son fait, mais qu'un motif plus puissant encore, et qu'elle veut taire, l'a poussée à cet acte de désespoir... Du reste, elle n'a voulu déclarer ni son nom ni sa demeure.

Faits divers. - Accidents. - Sinistres.

Aujourd'hui à midi, en chargeant sur l'impériale de la diligence de Lyon, de l'administration Lafitte et Caillard, un panier apporté quelques instants avant, et que l'on avait dit renfermer des objets de prix, le conducteur a senti quelque mouvement dans ce panier. Sur son observation, le panier a été ouvert, et l'on y a trouvé blotté un homme qui n'a pu expliquer la singularité de sa position que par le désir de cacher son voyage à sa femme. Cet homme, qui est confus, a été immédiatement conduit chez le commissaire de police du quartier. Il voulait aller ainsi jusqu'à Marseille. Dans ce but, un commissionnaire de confiance l'avait parfaitement emballé. Dans le panier se trouvaient dix bouteilles de vin, deux poulardes, du pâté, etc. Le prudent voyageur avait poussé la précaution jusqu'à se ménager une fente pour respirer. Les garçons des messageries l'ont placé la tête en bas : de là les mouvements brusques qui l'ont trahi.

— Dans une maison isolée, située ruelle du Moulin-Joli, près la rue des Trois-Couronnes, vivait de la charité publique une pauvre femme, la veuve Subin, âgée de soixante-deux ans. Les portes et les volets de cette maison étaient restés fermés pendant vingt quatre heures, les habitants du quartier concurrent de vives inquiétudes et en avertirent M. le commissaire de police Haymonet.

Ce magistrat se rendit aussitôt sur les lieux, fit enfoncer la porte. Il trouva la femme Subin gisant à terre et privée de mouvement. Cette malheureuse, qui n'avait pas mangé depuis quarante huit heures, avait en vain appelé au secours, et essayant de se lever, était tombée près de son lit sur le plancher. Elle serait infailliblement morte de besoin si on n'était arrivé quelques heures plus tard.

Parmi les personnes témoins de ce triste spectacle, se trouvait M. Bandry, propriétaire, rue Ferdinand, n. 4. Il déclara à M. le commissaire de police qu'il se chargeait de subvenir désormais aux besoins de la femme Subin, et lui fit conduire, un instant après, à son domicile.

— Un cruel accident est arrivé, à Paris, dans la maison de M. Bernard-Léon, directeur du théâtre de la Gaîté. Le fils de ce directeur, âgé d'un petit chien, qui est revenu au bout de quelques jours pour causer un grand effroi chez ses maîtres. Il a d'abord morlu un autre chien appartenant à M. Bernard-Léon, et successivement six personnes dont on a pu constater les blessures. L'animal a été abattu ; mais on garde à vue celui qui a fait la première morsure, ne fût-ce que pour tranquilliser davantage les personnes atteintes. Des hommes de l'art ont constaté l'absence de tout péril.

— Le bateau à vapeur le *Liamone*, capitaine Valzi, parti de Toulon le 17

Janvier, a rencontré devant l'île de Porquerolles un brick autrichien de la portée de 700 tonnes environ, chargé de blé, venant d'Odessa, destiné pour Marseille. Il allait faire côte sur l'île Porquerolles ne pouvant plus tenir contre la grosse mer et le vent d'ouest.

Le naufrage était imminent : dans ce péril extrême, un coup de canon se fait entendre ; c'était le signal de détresse. Le capitaine Valzi, qui dans d'autres circonstances a donné des preuves d'humanité et de courage, a volé à son secours, et, après de grands efforts, est parvenu à le remorquer jusqu'aux îles d'Hyères.

Le navire est le brick la *Buona Maria*, capitaine André Belin.

Un brouillard épais enveloppe depuis quelques jours la ville de Londres ; c'est au point que les rues et les maisons n'ont cessé d'être éclairées comme durant les nuits les plus obscures. Ce singulier état de l'atmosphère, joint aux effets de la grippe qui ne diminue pas sensiblement, nuit beaucoup à la marche des affaires de toutes sortes.

L'hôtel de la poste de Washington avec tout ce qu'il renfermait, l'hôtel des brevets avec ses modèles et documents précieux, présentant toutes les inventions dues au génie américain depuis un siècle, et les bâtiments de la direction générale des postes, à l'exception heureusement des livres et papiers, viennent d'être la proie des flammes. On ne connaît pas encore la cause de ce désastre ; cependant on l'attribue à la malveillance. La chambre des représentants a ordonné au comité des postes de faire une enquête.

Statistique.-Travaux publics.-Adjudication.

Il résulte du relevé général des mercures relatives à l'approvisionnement des marchés de Sceaux et de Poissy pendant l'année 1856, qu'il a été amené sur ses marchés 124,534 bœufs, 19,387 vaches, 110,375 veaux, 670,586 moutons.

Les provinces qui ont contribué pour une plus grande part à ces approvisionnements sont :

La Normandie, qui a envoyé 54,472 bœufs ; l'Anjou, 42,154 ; le Berry, 6,457 ; le Limousin, 13,012 ; le Poitou, 10,423 ; le Bourgogne, 4,566 ; la Saintonge et l'Angoumois, 4,802 ; le Maine, 5,585.

L'Ile-de-France seule a envoyé 15,309 vaches sur 19,387, et 79,120 veaux sur 110,375 qui ont été présentés au marché. Cette province a encore fourni à l'approvisionnement 210,019 moutons, le Berry, 86,569 ; la Bourgogne, 21,412 ; l'Artois, 22,128 ; l'Orléans, 27,292 ; le Poitou, 57,828 ; la Normandie, 44,087 ; les pays étrangers, 109,866.

Le nombre actuel de la population chevaline de la Grande-Bretagne s'élève, d'après les calculs les plus exacts, à 2,118,193, dont les 5/4 sont appliqués aux travaux agricoles.

L'augmentation annuelle est d'environ 8,000 chevaux d'agriculture, et 1,000 destinés aux autres usages. On les évalue comme il suit : 1,000 à 40 liv. sterl. 40,000 ; 8,000 à 25 liv. sterl., 200,000. Total, 240,000 liv. sterl., ou 6 millions de francs.

D'après des renseignements puisés aux sources les plus authentiques, on compte dans ce moment à Londres 502 établissements ou lieux consacrés au culte ; 4,050 maisons d'éducation ; dans ce nombre on comprend 237 écoles de charité, 8 sociétés d'encouragement pour les sciences, les connaissances utiles et les beaux-arts ; 122 asiles ou maisons de refuge pour les pauvres ou les indigents ; 50 hôpitaux, hospices ou maisons d'accouchement ; 704 sociétés de bienfaisance ou institutions charitables. On a calculé que la somme nécessaire à l'existence de ces divers établissements atteint au moins le chiffre de 730,000 liv. sterl., ou 18 millions 735,000 fr.

Le tableau des opérations de la banque d'Angleterre, pendant le service qui a expiré le 10 janvier, présente une augmentation dans la circulation de 61,000 liv. st., dans les dépôts, de 1,024,000 liv. st., et une diminution dans les lingots de 258,000 liv. st. Le chiffre total du passif est de 31,776,000 liv. st. ; celui de l'actif est de 54,752,000 liv. st. ; l'excédent, de 2,976,000 liv. st., présente une augmentation pendant le mois de 51,000 liv. st. La diminution signalée sur les lingots tendrait à faire croire que la hausse dans les cours des changes a été opérée par des moyens artificiels ; l'augmentation dans la circulation de la banque n'a rien qui doive étonner après les facilités qu'elle a données à la banque du nord et du centre.

On compte actuellement en Allemagne 167 journaux politiques, en y comprenant 56 feuilles publiées dans la Suisse allemande. Les journaux non politiques, mais littéraires, religieux, etc., sont au nombre de 467. L'on ne fait point entrer en ligne de compte les feuilles hebdomadaires.

Les nombreux accidents arrivés dernièrement sur nos grandes routes devraient déterminer le gouvernement à prendre de sages mesures pour en éviter le renouvellement ; de Paris à Saint-Quentin, le grand nombre de voitures abandonnées sur les accotements de la route, renversées ou brisées, ne peut être comparé qu'à la débâcle d'une retraite en désordre.

Il n'y a rien d'arrêté pour le chemin de fer de Paris à Bruxelles ; la vérité est que la Belgique en est aux simples pourparlers avec la France.

Il paraît que le premier chemin de fer construit en Prusse partira de Stettin. Stettin verra renaître toute son ancienne splendeur. On est seulement convaincu que les négociations entamées pour obtenir une réduction importante dans les droits onéreux exigés par la douane du Sund, auront une issue conforme au vœu général.

Le 31 janvier courant il sera procédé à Marseille, à l'adjudication de la fourniture de 11,000 quintaux métriques de blé tendre à livrer en Afrique, savoir : Alger, 5,000 ; Bone, 5,000 ; Oran, 5,000.

Biographie.-Nécrologie.

M. le général marquis de Lameth, député sous l'empire, vient de mourir à l'âge de 81 ans. Ainsi que ses trois cadets, il avait fait la guerre d'Amérique. Successivement colonel des régiments d'Anvers, de la Couronne, il commandait les gardes nationales de la Picardie, qui s'honorèrent lors du débarquement des Anglais sur nos côtes du Nord. Les deux jeunes fils, issus du mariage de M. Lameth avec Mlle de Latour du Pin, ont donné leur vie à la patrie ; il en laisse un de son union avec Mlle de Choiseul, et une fille, la comtesse Riencourt.

Le général Galdemard est mort à Cahors, le 11 janvier, âgé de 65 ans.

FABLES ET POÉSIES DIVERSES ;

PAR M. BRESSIER, DIRECTEUR DES DOMAINES (1).

Annouer un volume de poésies, par le temps qui court, c'est presqu'un événement dans notre époque d'intérêts matériels et positifs, avec les questions politiques qui nous débordent, au milieu des discussions parlementaires qui nous envahissent. Et pourtant la poésie n'a pas perdu tous ses droits sur ces âmes d'élite qui aiment à se reposer des fatigues et des ennuis de l'existence réelle, en s'égarant dans un monde idéal, dans un monde de prestiges et d'enchantements.

(1) Un volume in-12 ; Paris, chez Delaunay, éditeur, au Palais-Royal.

Au fait, chez l'homme le plus positif ne rencontre-t-on pas le besoin de ces émotions poétiques que tous, nous portons au fond de notre cœur, qui chez les uns s'exhale en sons harmonieux, qui chez la foule se borne à une vive sympathie ?

La poésie ne perdra donc jamais son empire, quoiqu'en disent ses détracteurs. N'est-ce rien que d'encadrer la pensée dans ces formules rapides, animées qui, d'elles-mêmes, se gravent dans la mémoire ? N'est-ce rien que la difficulté vaincue et que le retour alterné de la rime, dans laquelle on aime à retrouver le souvenir, à entrevoir l'espérance.

Telles sont les idées que nous a inspirées la lecture du volume de poésies, publié par M. Bressier, qui demande au culte des muses quelques moments de distraction, après les graves fonctions administratives auxquelles il consacre ses journées.

Au reste notre opinion, M. Emile Deschamps l'a bien mieux exprimée dans quelques pages adressées au fils de l'auteur, poète et écrivain distingué lui-même. Dans ces pages qui forment l'introduction du volume que nous avons sous les yeux, M. Emile Deschamps est comme l'oiseau, lors même qu'il marche on sent qu'il a des ailes, le poète colore le prosateur des plus doux, des plus suaves reflets.

Les vers de M. Bressier, selon les expressions de M. Emile Deschamps, sont d'un naturel élégant, ses pensées d'une naïveté maligne, comme il convient à la fable, et ses moralités sont toujours aussi ingénieuses que salutaires. On s'étonne que tant de choses restassent à dire après tant de fabulistes. Je m'étonnerais bien davantage si la fable disait encore quelque chose de neuf après M. Bressier. Et quant à Lafontaine, je le connais, il serait le premier à lui tendre une main amie au lieu de le repousser, comme font tous les fanatiques des morts, par jalousie des vivants ; car M. Bressier est un de ses petits-fils : nous l'allons prouver tout à l'heure.

On aime à voir pareille justice rendue à un poète par un poète ; c'est là un de ces témoignages de fraternité qui prouvent que l'élévation du talent se marie admirablement à la noblesse du caractère.

La supériorité de M. Bressier comme fabuliste implique les mêmes succès comme conteur ; les contes qui suivent ses fables étincellent de verve, sans que la pensée et l'expression sortent de ce style pedestre qui convient si bien à ce genre de poésie.

Au fait, nous pouvons prédire à ce livre le plus favorable accueil ; nous en avons mieux que l'espérance : c'est le lot de toute production consciencieuse ; les livres font leurs destinées comme les hommes.

Sans doute, il y avait du courage à se lancer dans la carrière du fabuliste ; sans parler de Lafontaine, qui se trouve hors ligne, Florian pouvait inspirer de justes craintes ; M. Bressier nous ferait croire à la météorologie.

En relisant ces vers si bien frappés, ces apologues où la grâce s'unit à une causticité élégante et douce qui chatouille et ne blesse jamais, nous avons reconnu la vérité de la filiation indiquée par M. Emile Deschamps. Si Lafontaine revenait au milieu de nous, il ne trouverait plus Mme de La Sablière, et comme autrefois il dirait, en prenant l'hospitalité chez M. Bressier : *J'y allais !*

MM. Pourrat frères, éditeurs, ayant complété leur belle collection de plus de deux cents planches d'histoire naturelle, contenant au moins 800 sujets d'animaux, destinés aux œuvres complètes de Buffon, ont sous presse et vont faire paraître, sous peu de jours, un *Raffin* sur grand format, à deux colonnes, sur Jésus, pour faire suite à *Classiques* à deux colonnes. Cette édition complète n'aura que cinq volumes, et contiendra la classification comparée de Cuvier, Lesson, etc., etc. L'exemplaire coûtera 60 fr. et paraîtra par petites livraisons à 50 c. et par volume. Chaque livraison aura deux feuilles et deux gravures. La beauté et le fini des gravures, faites sur des aquelles de MM. Chasol, Traviès, Meunier, etc., etc., dessinateurs du Jardin des Plantes, ne laissent rien à désirer pour la précision et les détails, comme histoire naturelle : on peut en juger par les animaux qui sont imprimés en taille-douce sur les prospectus qui se distribuent dès à présent chez les éditeurs.

On souscrit à Paris, chez MM. Pourrat frères, rue des Petits-Augustins, 5, et chez tous les libraires de France et de l'étranger.

ENGRAIS JAUFFRET.

Ouverture de la souscription à la méthode brevetée de M. Pierre Jauffret, d'Aix, qui enseigne à faire de l'engrais à volonté, sans bestiaux, en deux jours, et avec une grande économie.

Au moment où la chambre des députés vient d'adopter un amendement appelant l'attention du gouvernement sur l'agriculture, la découverte de M. P. Jauffret, semble répondre au vœu manifesté par nos législateurs. Ainsi, d'après le désir exprimé par les nombreuses personnes qui, depuis un mois ont suivi à Neuilly les expériences que M. Jauffret a faites en présence des autorités locales, expériences couronnées d'un plein succès, M. Jauffret s'empresse-t-il d'ouvrir, aujourd'hui même, à son domicile à Paris, rue Laffitte, 46, la souscription dont voici les bases :

La méthode sera livrée le 1^{er} mars prochain, si les souscripteurs répondent en nombre suffisant à l'appel de M. Jauffret, si non elle ne sera livrée que le 1^{er} mai.

Au-dessous de 1 hectare (terre labourable), une fois payé. 3 fr.

De 1 hectare à 5. 13

De 5 hectares à 25. 50

De 25 hectares à 50. 75

De 50 hectares à 100. 100

De 100 hectares à 200. 130

De 200 hectares à 500. 300

De 1,000 hectares à 2,000. 400

De 2,000 hectares à 5,000. 500

De 5,000 hectares à 10,000. 600

De 10,000 hectares à 20,000. 1,000

Une brochure qui contiendra le secret, la méthode et le dessin de la machine à triturer (utile seulement dans les grandes exploitations) sera livrée à chaque souscripteur au prix d'un franc.

Jusqu'au 28 janvier présent mois, le public est admis de dix heures à quatre heures à voir, au local des Algériennes, à Neuilly-Sablonsville le résultat, des expériences de l'engrais Jauffret.

BOURSE DU 30 JANVIER

Une hausse encore a eu lieu sur les consolidés par suite du rachat de bons de la compagnie des Indes Orientales, pour un capital de 2 millions de livres sterling ; cependant nos fonds n'ont pas éprouvé un mouvement de hausse aussi considérable qu'on aurait pu le supposer. La décision du jury de Strasbourg ayant fortement contrarié quelques gros joueurs à la hausse.

Les affaires ont été très déprimées, et avant la bourse, la coulisse avait déjà fait des opérations considérables à 79 1/2, 79 3/4, 80, 80 1/2 et 82 1/2.

Après la bourse, 80 1/2, 80 3/4 et 81 1/2.

FONDS PUBLICS.	Prem. cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dern. cours.	Cours d'hier.
5 0/0, j. du 22 sept., compt.	109 15	109 25	109 15	109 20	109 20
Fin courant.....	109 25	109 35	109 25	109 30	109 30
Prime fin courant.....	..	..	..	..	..
Prime fin prochain.....	..	..	..	..	..
2 0/0, j. du 22 déc., compt.	79 85	80	79 85	80	79 75
Fin courant.....	80 05	80 20	80	80 15	79 75
Prime fin courant.....	..	..	..	..	..
Prime fin prochain.....	80 40	80 55	80 30	80 50	80 50

FONDS ÉTRANGERS.	Prem. cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dern. cours.	Cours d'hier.
NAPLES, 5 0/0, j. de juill., c.	99 20	99 30	99 20	99 25	99 25
Fin courant.....	99 20	99 30	99 20	99 25	99 25
ESPAÑE, Cortes
Emprunt royal 1855, 5 0/0
Rente perpétuelle, 5 0/0
Trois 0/0
Belle passive, 7 1/2
Belle active, 26 3/8
Coup.
Anciens différés, 9 1/8
Nouveaux différés, 11 1/8
Piémont, 4 0/0 avec prime, 1070
HAÏTI 1826, 575
REPORT : Du comptant à la fin du mois.
5 0/0,
3 0/0,
Naples,
CHANGES. Sur Londres (3 mois), 25 OT 1/2.
FONDS ANGLAIS. - Londres, 13 janvier.
CONSOLIDÉS p. c/ ouvert à 89 5/8
p. c/ fermés à 91 1/4
FONDS ESPAGNOLS, actif, 27 5/8
PORTUGAIS NOUVEAUX, 3 0/0
TORTONI, dix heures du soir.
30 10 à 12 1/2 ; peu d'affaires.

BULLETIN COMMERCIAL.

PARIS, 30 janvier.

BLÉS (Lect. 112).

Les marchés du rayon d'approvisionnement sont abondamment pourvus, et par suite le calme et un peu de baisse ont succédé à l'activité qui régnait au commencement du mois. Le même mouvement rétrograde s'est fait sentir à Rouen et sur les marchés du Nord. Au Havre, les farines de poutoise sont arrivées en masse, et les prix ont fléchi de 2 et 3 fr. par sac.

HALLE AUX BLÉS.	Paris.	Environ.
PAIN 1 ^{er} qual., les 2 kil., 60 c.
FARINES, les 155 kil. - De choix, 52
1 ^{er} marq., 50
2 ^e , 45
3 ^e , 40
4 ^e , 35
5 ^e , 30
6 ^e , 25
7 ^e , 20
8 ^e , 15
9 ^e , 10
10 ^e , 5
11 ^e , 0
12 ^e , 0
13 ^e , 0
14 ^e , 0
15 ^e , 0
16 ^e , 0
17 ^e , 0
18 ^e , 0
19 ^e , 0
20 ^e , 0
21 ^e , 0
22 ^e , 0
23 ^e , 0
24 ^e , 0
25 ^e , 0
26 ^e , 0
27 ^e , 0
28 ^e , 0
29 ^e , 0
30 ^e , 0

COURS DES EAUX-DE-VIE (hors barrière).	Paris.	Environ.
22 degrés.
Provence.....
Montpellier.....
Saintonge.....
La Rochelle.....
Cognac nouveau.....
Russie.....
Vieux.....
SAINTONGE.....
LOIRE.....
LA ROCHELLE.....
FIN DE RÉGIE.....
PROVENCE.....
MONTPELLIER.....
SAVON.....
HUILE (hors barrière), 100 kil., 60 c.
Surfine vieille, 190 à 200 - Nouvelle, 210 à 215.
COLZA - La tonne d'un hect., 110 à
ORILLON - commune, 107 à 110 - Bon goût, 118 à 124.

BLÉS. - Encore une fois les plus fortes, notre place était encombrée ainsi que les rues adjacentes. Tout néanmoins s'est vendu sans bris notable, excepté sur les 2^e et 3^e qualités, qui ont fléchi de 30 c. par sac.

La voiture sur Paris est facile à 35 et 36 du sac de farine.

HAÏTI, 13 janvier.

VENTES.

Cotons, 7,082 balles Louisiane, de 125 à 140 ; 195 dito George C S, de 125 à 140. - Total, 1,255 balles, acq.

Bois. - Le m³ Campêche Honduras, 9 25, acq.

Sucre. - 50 lbs brut, prix incertain.

Houblon. - 25 balles Amérique, 1^{re} sorte, 1 10, acq.

La même faiblesse continue à se faire sentir dans les cours des cotons. Il y a vendus de sucre brut à 61 fr. la bonne 4^e, mais peu de preneurs. Cafés, Riz et Alcalis, plus calmes. Aucune demande pour les métaux.

SPECTACLES DU 31 JANVIER.

1 h.	OPÉRA. Bal masqué.
6	ITALIENS. Malch-Adel.
6	FRANÇAIS. La Camaraderie.
8 1/2	OPÉRA-COMIQUE. L'Ambassadeur.
8	VAUDEVILLE. Le Secret de mon Oncle, André.
6	VARIÉTÉS. Scipion, Marie, l'Épée, Carmagnole.
6	GYMNASE. Le Muet.
6	PALAI-ROYAL. Représentation extraordinaires.
6	PORT-SAINTE-MARTIN. L'Ambassadeur, Léon.
6	GAIÉ. Julie et Saint-Pierre, la Page, le Diable.
6	AMBIGU. 1830, Gaspard, Valérie.
6	ODÉON.
6	FOLIES. St-Sylvestre, la Faiguine, les Femmes, Drapier.
6	FRANÇAIS. Jérusalem.
6	THÉÂTRE-CONTE. Séance de M. Comte, Bugnesclin, Statue, Ballet.
6	PORT-SAINTE-MARTIN. Dix francs, les Regrets, Fançon, la Cour.
6	DIORAMA. - Temple de Salomon, Mère de pléni, Vallée de Goudou en Suisse.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, EMILE DE GIRARDIN.

Paris, Imprimerie de BÉTHUNE et PLOX, rue de Vaugirard, 36.

ANNONCES : TIRAGE DE LA PRESSE, VÉRIFIÉ ET CERTIFIÉ, 12,184 EXEMPLAIRES.
(Voir dans la PRESSE du 11 Janvier 1857, le Procès-Verbal rédigé et signé en Assemblée publique.)

MESSAGERIES FRANÇAISES.

CONSTITUTION DÉFINITIVE DE LA SOCIÉTÉ.

RUE MONTMARTRE, 174.

Le nombre de douze cents actions, exigé par les statuts pour la constitution de la Société, ayant été souscrit et même dépassé, les administrateurs-gérants par acte additionnel devant MM^{rs} Péan de Saint-Gilles et Chabouat, notaires, en date du 17 janvier 1857, viennent de déclarer leur société définitivement constituée.

Cette Société est en commandite, sous la raison Foutenay, Lefer et comp. Elle a pour objet l'exploitation d'un service de Messageries sur les principales routes de France.

Depuis la formation de la Société, l'administration a organisé, en participation avec des maîtres de poste ou des relayeurs, les six routes de LYON, NANCY, STRASBOURG, METZ, BESANCON et GENÈVE ; d'autres routes sont sur le point d'être organisées.

Un traité a été passé avec un carrossier qui, moyennant un prix déterminé par poste, se charge de la fourniture et de l'entretien des voitures. Des soumissions sont faites pour d'autres routes.

Un vaste local, situé rue Montmartre, 174, près le boulevard, a été loué par bail de trente ans. Ce local est d'une étendue de terrain de plus de 500 toises dont 400 sans constructions. Les bureaux de l'administration y sont établis.

La Société est basée sur le système de participation avec les maîtres de poste et les relayeurs, auxquels on donne, en paiement des relais qu'ils fournissent, une part proportionnelle dans le produit brut de la ligne dont ils font partie, au lieu de leur payer ces relais à prix fixe, comme font les autres compagnies.

Cette différence dans le système adopté, tant pour le matériel que pour le paiement des relais, rend inutile à la nouvelle entreprise un capital aussi fort que celui des autres compagnies, et assure à ses actionnaires, à recette égale, un dividende plus avantageux, puisque les bénéfices à partager s'appliquent à un fonds social moins considérable.

Le capital social est de trois millions. Deux mille actions de mille francs chacune sont actuellement en émission.

Pour les actions qui restent à souscrire, on s'adresse aux bureaux de l'administration, chez MM. Foutenay et C^{ie}, banquiers de la Société, boulevard Poissonnière, 47 ; chez MM. Péan de Saint-Gilles et Chabouat, notaires ; et chez M. Calley-Saint-Paul père, conseil de la Société, rue Saint-Georges, 15.